

TIZI-OUZOU/LIGUE DE PREVENTION ET SAUVEGARDE DE LA JEUNESSE ET DE L'ENFANCE

A l'écoute des femmes et des enfants en détresse

Les convictions humanitaires, les sacrifices désintéressés pour le bien d'autrui sont plutôt rares de nos jours, lorsqu'ils se manifestent, ils butent contre l'incompréhension et l'indifférence de l'environnement et surtout l'hostilité des pouvoirs publics qui, suspicieux de nature, bloquent toute initiative faite de tout contrôler et instrumentaliser.

La Ligue de prévention et de sauvegarde de la jeunesse et de l'enfance de Tizi-Ouzou, qui recèle de solides vacataires à servir la société à travers des actions en faveur de la femme, de la jeunesse et de l'enfance, a subi l'ostracisme de la direction de la jeunesse et des sports, censée soutenir ses efforts. Depuis 2004, parce qu'elle refusait de se laisser embrigader et dévier de ses objectifs, elle n'a pas reçu un centime de subvention, selon le Dr Meziani, membre de la ligue et coordinateur du centre Lewhi, qui fait état d'une promesse de subvention du nouveau directeur de la jeunesse et des sports.

La ligue développe, entre autres actions, ce qu'elle nomme un point d'écoute ouvert de dimanche à jeudi de 9 h à 16 h où les femmes rencontrant des problèmes de santé, confrontées

à la violence ou à d'autres difficultés peuvent s'adresser pour appeler au secours, demander des conseils ou des orientations, faire part de leurs craintes et préoccupations, exprimer leurs angoisses aux animateurs.

Des psychologues, gynécologues, juristes, médecins généralistes, des sages-femmes et autres spécialistes les y attendent au (026) 21-62-16 en toute confidentialité. Les animateurs, les intervenants, comme on les appelle, ne se contentent pas de cette écoute, ils prolongent, développent et tentent de pérenniser leur action en créant des relais dans les villages grâce aux concours des associations locales. 16 villages sont désormais dotés de points d'écoute, relais qui sont autant d'espaces d'expression, de bouffées d'oxygène et de fenêtres ouvertes aux

femmes rurales sur les possibilités qui s'offrent à elles dans le cadre de la loi telles que se faire soignée dans la discrétion et la dignité même en cas de dénuement, de mettre fin légalement à l'arbitraire et la violence qu'elles endurent, d'exprimer leurs préoccupations et leurs aspirations, d'envisager l'avenir avec confiance et détermination, d'être enfin des acteurs des transformations économiques et sociales indispensables au bien-être de tous. Le point d'écoute central a déjà reçu 55 appels, tandis qu'au niveau des relais, les premiers contacts continuent de s'élargir sans cesse à d'autres personnes à la grande satisfaction morale des 17 intervenants qui ont recueilli beaucoup d'information sur la violence conjugale ou familiale à l'égard des femmes, sur les problèmes de santé, notamment le cancer du sein et de l'utérus dissimulés pour diverses raisons, soumission, honte de se faire examiner par un homme ou d'avouer son mal, absence de moyens... Les 17 intervenants parmi lesquels des bénévoles et d'autres qui ne reçoivent que des indemnités dérisoires ne cou-

vrant même pas leurs frais de déplacement et de restauration sont actuellement en stage, à l'auberge de la jeunesse de Tizi-Ouzou, avec des spécialistes d'une ONG espagnole similaire en vue de tirer les enseignements des sorties déjà effectuées et d'améliorer les prestations et rendements de l'équipe dépourvue du minimum : un siège, un moyen de transport, mais armée d'une volonté à toute épreuve.

La ligue fonctionne grâce à l'aide d'une ONG espagnole et de l'Union européenne pour accomplir cette mission en direction des femmes ainsi que de la jeunesse et l'enfance à l'égard desquelles elle développe des actions de prévention contre la drogue, de santé sexuelle et un axe intitulé "Tous pour une société de droit et de non-violence" qui rencontre, selon le Dr Meziani, beaucoup de succès, notamment dans les établissements scolaires plus spécialement auprès des enseignants qui découvrent au contact des 15 intervenants de la ligue les techniques de gestion des conflits s'adressant aux jeunes en général.

B. T.

FFS/MIZRANA

Turbulences à l'APC

L'APC de Mizrana est entrée dans une guerre des communiqués qui fait suite à une série de blocages et de tiraillements qui ont secoué l'exécutif (03 sièges RCD et 01 FLN) depuis la fin du mois de Ramadhan dernier où la coalition aux commandes a volé en éclats avec le divorce du premier vice-président.

Ce dernier élu du parti de Saïdi Sadi a, pour rappel, gardé les mêmes distances d'avec ses co-partisans et de l'opposition formée par deux (02) élus FFS et un (01) autre du RND. Depuis, l'APC est plongée dans une zone de turbulences où tous ses membres se traitent sans

concession. Réagissant à la dernière déclaration où la section communale du RCD dénonçait les blocages que subissent les élus du parti qui forme la majorité de l'exécutif, les militants du FFS ont rendu public un communiqué au vitriol où tous les tirs sont braqués sur l'actuel P/APC. Et pour ouvrir le feu, dans leurs raids, les rédacteurs ont qualifié la situation de la localité de "clochardisée" avant de parler de "bricolage tous azimuts et de règne sans partage par une équipe de fayots qui s'ingénue à montrer du doigt les autres élus comme étant les responsables du blocage qui para-

lyse la commune". Dans le chapelet d'accusations qui n'évoquent par ailleurs nullement les failles dans la gestion du P/APC mais qui se recentrent exclusivement autour de son comportement qualifié de "violent et agressif", les militants du FFS appellent "l'arrivée aux mains du P/APC avec son premier adjoint qui s'est terminée par la fracture de la jambe de ce dernier et a débouché sur un arrêt de travail prolongé".

Toujours dans le même sillage, les protégés de Hocine Ait Ahmed s'interrogent encore sur "les possibilités d'association avec l'actuel maire qui se montre belliqueux et hostile à toute tentative de contact".

La section FFS de Mizrana, à sa tête les deux élus de la dernière élection partielle de Kabylie, affirme que "ceux qui décident dans la gestion des affaires courantes sont en dehors de l'APC" (!) mais sans pour autant donner une quelconque précision à ce sujet, et ce, avant de conclure par la sug-

gestion, faite au P/APC, de "partir tout simplement". Les militants du FFS à Mizrana se démarquent et dénoncent enfin de la plus forte manière la politique du mensonge prônée comme méthode de gouvernement. Contacté par nos soins pour connaître sa réaction sur la déclaration qui a visé directement, le P/APC Mohamed Hachemani a tenu à rappeler aux élus FFS de Mizrana qui se constituent un collectif d'"avocats du premier vice-président" le fait de l'avoir pourtant descendu en flamme lors de l'installation de l'exécutif en le qualifiant d'"incompétent" ainsi que leur caractère manœuvrier qui a conduit l'éviction de l'ex-P/APC ainsi que son deuxième vice-président issus de l'élection d'octobre 2002 et de leurs propres rangs.

Pour ce qui est de l'agression, le maire parle de "littérature" avant de conclure que mon bilan que j'ai affiché dans les villages "répondra à ma place".

Massiles Juba

EDUCATION

Les PEM décrètent le boycott des examens

Les professeurs d'enseignement moyen, en formation pour quatre années en vue d'obtenir une licence, s'élèvent dans une pétition déposée à notre bureau de Tizi-Ouzou, contre le manque flagrant de coordination entre l'UFC qui assure l'encadrement pédagogique, l'ENS qui effectue l'évaluation, le ministère de l'Éducation nationale qui pilote l'opération et celui de l'Enseignement supérieur chargé de procéder aux examens à travers l'université de Tizi-Ouzou. Cette absence de coordination est illustrée, d'après les intéressés, par trois convocations différentes à des examens différents devant se dérouler le même jour, selon les pétitionnaires, qui signalent, par ailleurs, la réception tardive, une semaine avant les examens, des livres de cours par la majorité d'entre eux ; livres, disant-ils, de qualité médiocre, denses et brouillons. Ce cafoquillage, ajouté à la méconnaissance des conditions socioprofessionnelles, fait que la majorité des concernés ne peuvent pas se présenter aux examens, indiquent nos interlocuteurs, qui signalent trois présents sur 100 inscrits en technologie, une dizaine sur 81 en sciences naturelles, une vingtaine sur 112 en mathématiques. Les plaignants déplorent dans la même pétition le fait que le contenu des programmes ne répond pas aux besoins pédagogiques réels de l'enseignant et l'absence de prise en charge de leurs conditions socioprofessionnelles.

Loin de refuser la formation, les signataires de la pétition qui décident de boycotter les examens demandent qu'elle soit sérieusement réfléchie, élaborée, sans préjugés, en fonction de leurs besoins pédagogiques et sérieusement organisée. Les examens devraient être conçus par les encadreurs de l'UFC qui sont, déclarent-ils, leurs seuls interlocuteurs sur le terrain.

B. T.

TIPASA

Relogements des 35 familles du site archéologique classé patrimoine mondial

Les 35 familles qui vivaient sur les sites de la partie est du parc archéologique de Tipasa, de la zone de Sainte-Salsa et de l'hôtel Beau-Rivage, qui font partie du patrimoine mondial classés en 1982 comme bien de l'humanité, ont rejoint samedi leurs nouveaux logements situés dans une nouvelle cité du chef-lieu de wilaya de Tipasa. Le relogement de ces familles, recensées par les services de la wilaya, répond à un des engagements de l'Algérie envers l'Unesco qui avait posé comme condition à la levée du péril sur le site de Tipasa — classé comme tel en 2002 — un certain nombre de recommandations dont celle de faire sortir les familles de ce site, "illicitement occupé depuis des années".

La 30^e assemblée générale des Etats-parties de l'Unesco qui s'est tenue en juillet 2006 en Lituanie avait, en effet, accepté la levée du péril sur le site de Tipasa considérant que "les services de la wilaya avaient répondu de manière positive et concrète aux recommandations émises pour assurer une protection et une bonne préservation de ce patrimoine de l'humanité".

Pour ce faire, un certain nombre de mesures de réhabilitation du site de Tipasa avaient été concrétisées en 2005 par la wilaya qui, en plus de l'engagement de reloger ces familles, avait lancé une opération de déviation et de récupération des eaux pluviales qui, jusque-là, se déversaient à même le site, et réalisé un plan de cadastre du site et de sauvegarde de celui-ci et de sa zone "tampon" qui fait l'objet de nombreux empiétements.

Le nouveau plan directeur d'aménagement et d'urbanisme (PDAU), selon les préoccupations des responsables de la wilaya, est destiné à réorienter la reconstitution urbaine en dehors de la zone classée et vers les piémonts qui constitueront le futur Agora de Tipasa. Cette opération de relogement des 35 familles du site de Sainte-Salsa et de l'hôtel Beau-Rivage, sera suivie d'une autre qui concerne le reste des familles vivant dans la partie ouest du parc archéologique dans la zone dite de Matarès.

Le relogement des familles, en plus de la réhabilitation du patrimoine historique de la ville, fait partie d'un programme de résorption de l'habitat précaire lancé par les responsables de la wilaya et fait suite à celui lancé dans la commune de Messelmoune en 2006 dans l'ancienne "fermes Sidjes", un lieu historique qui "a abrité une réunion secrète des alliés" peu avant le Débarquement en Normandie (France).

APS

MEDEA

Elaboration d'un schéma d'orientation de l'investissement pour le secteur industriel

Un schéma d'orientation de l'investissement productif destiné à insuffler une nouvelle dynamique à l'activité industrielle dans la wilaya de Médéa vient d'être achevé par la Direction de l'Industrie et des mines (DIM), a-t-on appris de cette structure.

L'élaboration de ce schéma d'orientation de l'investissement qui intervient dans le sillage de la nouvelle stratégie industrielle préconisée par l'Etat, qui donne la priorité à l'émergence de pôles régionaux spécialisés, servira, selon la même source, à identifier les zones à promouvoir et à mettre en place les mécanismes et outils susceptibles d'encourager l'investissement productif.

Ce schéma tend également à créer des conditions favorables à une meilleure valorisation et rentabilisation du potentiel local, tant agricole que minier, a-t-on encore noté, ajoutant que la mise à exécution de ce schéma vise à doter la région d'un tissu industriel embryonnaire qui va participer, plus tard, à l'émergence de pôles industriels spécialisés dans plusieurs segments d'activité, tels que l'agroalimentaire, les matériaux de construction ou la maroquinerie. Dans un premier temps, la démarche préconisée, a-t-on précisé, s'articulera autour de plusieurs axes d'intervention liés à la réhabilitation des principales zones industrielles et d'activités mises en exploitation à travers la wilaya afin de fructifier ce potentiel foncier. Cette mise à niveau peut contribuer à stimuler, a-t-on estimé, l'investissement et à accélérer le passage à un autre niveau de gestion plus efficient et

plus rentable. L'autre axe d'intervention porte sur le transfert de certaines zones d'activité vers les nouveaux pôles urbains en cours d'aménagement à travers une dizaine de localités de la région, afin de revitaliser les régions à fort potentiel agricole.

Ces nouvelles entités urbaines vont offrir, une fois achevées, un cadre d'investissement idéal, grâce à leur proximité des principales voies de communication qui traversent la wilaya, la disponibilité des produits de base et d'une main-d'œuvre en nombre, en plus des multiples facilités prévues à cet effet.

Il est suggéré, d'autre part, la reprise en main des unités industrielles publiques, à l'abandon depuis plusieurs années, notamment la briqueterie de Bougezou, l'unité carreaux granito de Mezzghena et l'unité de céramique d'El Azziza.

Le schéma d'orientation de l'investissement va s'appuyer, en outre, sur l'exploitation optimale des ressources minières locales qui offrent des opportunités d'investissement indéniables.

La wilaya de Médéa recèle d'énormes gisements de gypse, d'argile, de sable et des carrières de pierres de taille, dont le volume d'exploitation et surtout d'investissement est jugé insignifiant par rapport au potentiel existant et eu égard à l'importance de charge qu'assure aussi bien le secteur du bâtiment que celui des travaux publics, grands consommateurs de ce type de matériaux, indique-t-on à la direction de l'Industrie et des mines.

APS

BOUIRA

Les législatives divisent les arouch

Depuis l'annonce des élections électorales, les comités citoyens des différentes localités à l'est de Bouira ne cessent de se quereller sur la question de participation ou non à ce rendez-vous électoral. Alors que la coordination interwilayas avait opté de laisser le choix aux citoyens de prendre part au scrutin, des délégués ont décidé de se porter à la tête de listes indépendantes, tentant ainsi de capter la sympathie qu'ils ont eue auprès de la société lors des événements sanglants du Printemps noir.

Face à cette euphorie suscitée par la course électorale, ces derniers ont vite enclenché des réactions acerbes au sein des autres comités qui ont affiché un désaveu par rapport à la décision prise par l'interwilayas arguant le fait de la non-satisfaction de la plate-forme d'El-Kseur dont le code de l'honneur interdirait aux délégués de faire partie d'une quelconque échéance électorale.

En effet, lors d'une rencontre de comité qui s'est tenue à El-Esnam samedi dernier, sept comités ont décidé d'exclure des rangs du mouvement les délégués qui se sont portés sur les listes électorales, dont D. Abdedou, représentant du comité de Haiser. Ce dernier, se sentant dénigré, a pris contact avec nous pour s'attaquer à ses détracteurs indiquant que ces derniers ont enfreint les résolutions de la dernière interwilayas où tous les comités, mis à part celui de Takerboust, s'étaient entendus de laisser les citoyens décider eux-mêmes de la conduite à adopter vis-à-vis du scrutin du 17 mai prochain. D'autre part, ce délégué candidat a ajouté que deux membres du comité d'El-Esnam qui sont, selon lui, derrière son exclusion, sont eux-mêmes exclus des rangs de la coordination de Bouira.

En plus de cet imbroglio où on ne sait qui exclut qui, nous avons appris que ces comités de village dans la région de M'chedallah avaient dernièrement décidé d'apporter leur soutien à un candidat de la localité qu'ils veulent hisser à la tête de la liste du FLN. Cette position a été contestée par d'autres citoyens qui affirment que les élections législatives du 17 mai ne vont rien apporter de nouveau pour mettre fin au marasme vécu par les populations de la région. Ceci étant, alors que la course pour la récolte des signatures de parrainage s'accéléra du côté des indépendants, les structures locales des partis politiques du FLN, RND, RCD et MRN travaillent d'arrache-pied pour finaliser leurs listes de candidatures.

Amine Han

LE SOIR
D'ALGERIE

RECRUTE CORRESPONDANTS A TIPASA

Facex CV à la rédaction du journal
021 67 06 76